

DIAS, Joffre. *Angola : From the Estoril Peace Agreement to the Lusaka Peace Accord 1991-1994*. Genève, 1995, 72p.

Bandeja Yamba

Volume 27, numéro 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703614ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703614ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Yamba, B. (1996). Compte rendu de [DIAS, Joffre. *Angola : From the Estoril Peace Agreement to the Lusaka Peace Accord 1991-1994*. Genève, 1995, 72p.] *Études internationales*, 27(2), 448–451. <https://doi.org/10.7202/703614ar>

que, la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

La troisième partie est consacrée aux fonctions de la SFI. On peut en effet se demander pourquoi débattre de l'opportunité pour la Banque mondiale de financer directement le secteur privé, puisqu'une institution créée exprès pour cela existe. En effet la SFI a été fondée en 1956 précisément pour prêter aux entreprises privées dans des pays en développement qui n'avaient pas accès aux marchés financiers privés. Quel a été le bilan de son action? Une discussion détaillée met en évidence des résultats assez décevants, bien que sur dix ans (1984-1994) le volume des financements ait quadruplé. Les principaux défauts de l'institution sont les suivants: le faible nombre de bénéficiaires (73 % des projets ont été concentrés sur 15 pays entre 1990 et 1994, dont les 4 grands pays d'Amérique latine et deux des «dragons» asiatiques, pays qui peuvent directement accéder aux marchés financiers privés); la concentration sur de grands projets, laissant de côté les petits investissements souvent plus décisifs pour le développement; réticence à s'engager en capital risque. Les auteurs formulent trois propositions: mettre en place un nouveau programme de promotion du développement pour les pays les moins ouverts aux marchés financiers privés; une coopération plus étroite avec la Banque mondiale sur le terrain (ce qui supposerait de surmonter une «hostilité traditionnelle» entre la Banque et la SFI, p. 87); un rôle accru d'intermédiaire financier pour le compte de la Banque mondiale (cette dernière proposition requerrait évi-

demment une augmentation de capital ou le transfert d'une partie des ressources de la Banque).

Les auteurs concluent en affirmant que la Banque mondiale, laissée à sa propre initiative, continuera à s'orienter par préférence vers le secteur public; le changement doit venir de l'extérieur, c'est-à-dire de la pression de ses membres. L'ouvrage souligne bien le problème majeur de l'institution en cette période de transition: se trouver une nouvelle légitimité ou décliner à mesure que le secteur public lui-même se contracte partout dans le monde. Certains points demeurent assez obscurs, notamment la vocation de la banque dans le domaine social. En tout cas, les auteurs n'hésitent pas à souligner l'enjeu de cette réforme nécessaire: «ce sont les abus du capitalisme qui ont créé le socialisme et déterminé la plus grande part des politiques menées et des souffrances endurées au cours de ce siècle; mais si le socialisme a perdu la bataille, il n'est pas certain du tout que le capitalisme ait gagné la guerre» (p. 7). La réforme des institutions financières internationales est donc aussi (surtout?) un acte d'auto-protection.

Marie LAVIGNE

*Faculté de droit, d'économie et de gestion
Université de Pau, France*

AFRIQUE

Angola: From the Estoril Peace Agreement to the Lusaka Peace Accord 1991-1994.

DIAS, Joffre. Genève, 1995, 72p.

Joffre Dias, un Angolais résidant actuellement en Suisse, présente ici

un petit livre d'introduction à l'histoire politique et militaire de l'Angola des vingt dernières années. Son livre, qui s'adresse à un large public, décrit le chemin qui a conduit à la signature de l'Accord de Paix d'Estoril en 1991 et à l'Accord de Paix de Lusaka en novembre 1994. Le premier a permis la tenue des premières élections libres, tandis que le deuxième avait pour but de mettre fin au conflit endémique qui déchirait l'Angola.

Ce livre, qui comprend quatorze sections, est divisé en trois parties. La première, intitulée : «Angola Liberation Movements and their Trajectory», retrace l'historique des différents mouvements de libération (FNLA, FLEC, GRAE, MPLA, UNITA), ainsi que les idéologies qui les ont caractérisés. La deuxième s'intitule : «Towards the Estoril Peace Agreement». Elle traite des phases difficiles ayant conduit à l'Accord d'Estoril. On y traite de la Déclaration de Gbadolite ; de l'Accord régional entre l'Afrique du Sud, Cuba et l'Angola ; de la mise en place d'un gouvernement intérimaire avant la tenue des élections ; de changements par le MPLA de son idéologie marxiste-léniniste. La troisième, intitulée : «The Long Way from the Estoril Peace Agreement to the Lusaka Peace Accord», examine les points majeurs de l'Accord de Lusaka. Nous apprenons aussi tout sur l'enregistrement de parties politiques, la loi électorale, les frictions au sein de l'UNITA, la création de l'Armée unifiée.

La thèse centrale du livre est la suivante : En 1975, après cinq siècles de présence portugaise, l'Angola devenait un État indépendant. Mais jusqu'à la fin de 1994, en dépit de nombreuses ressources tant minières

qu'agricoles, ce pays n'a jamais connu ni paix ni prospérité. Depuis l'indépendance jusqu'à 1990, l'Angola a été un terrain de confrontations idéologiques caractéristiques de la guerre froide où les États-Unis et l'URSS se battaient pour la suprématie par l'entremise de l'UNITA et du MPLA. Nulle part ailleurs la logique de la guerre froide n'a produit autant d'effets négatifs tant humains que matériels qu'en Angola.

La chute de l'Union soviétique en 1990 signifiait que les États-Unis perdaient leur intérêt à continuer de soutenir des gouvernements et armées rebelles dans les différents pays du monde pour combattre le communisme disparu. En Angola, la paix était désormais placée au rang de pré-condition pour enfin s'attaquer à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Le début du processus de paix commence par la Déclaration de Gbadolite du 22 janvier 1989 au Zaïre. Le président Eduardo Dos Santos et le leader de l'UNITA, Jonas Savimbi, signent un communiqué appelant à un cessez-le-feu, à la réconciliation nationale et aux négociations directes. Cependant, cette déclaration et le cessez-le feu sont violés deux mois plus tard par l'UNITA. En avril 1990, un autre sommet, réunissant quatre chefs d'États incluant le président Dos Santos, se tient à Sao Tomé et Principe et réaffirme le parachèvement de l'Accord de paix. C'est à ce moment que l'UNITA accepta finalement d'abandonner ses exigences sur le départ des troupes de FAPLA (Forças Armadas de Libertação de Angola) à Mavinga. Les pourparlers exploratoires entre l'UNITA et le gouvernement se sont

tenus au Portugal un mois plus tard, sous la supervision du ministre portugais des affaires étrangères. Entre la Déclaration de Gbadolite et l'Accord d'Estoril, il y a eu l'Accord régional entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud, prévoyant le départ de 37 000 cubains d'Angola, le départ des forces armées sud-africaines et la tenue des élections libres en Namibie.

Malgré la tension et la violence, les parties adoucissent leurs positions. C'est ainsi que l'Assemblée nationale du Peuple (le parlement) vote, en mars 1990, la loi autorisant la formation des partis politiques. Grâce à ce vote, l'UNITA et le gouvernement concluent : l'Accord de paix d'Estoril au Portugal prévoyant un cessez-le-feu, surveillé par un conseil militaire et politique réunissant des représentants des MPLA-PT, de l'UNITA, de l'ONU, du Portugal, des États-Unis et de l'URSS ; l'arrêt immédiat de l'assistance étrangère destinée à la fois au gouvernement angolais et à l'UNITA ; la création d'une nouvelle armée unifiée composée d'un nombre égal de soldats de FPLA et de l'UNITA ; l'amnistie de tous les exilés politiques ; la tenue d'élections libres et démocratiques. Celles-ci sont tenues en septembre 1992 et ont vu la victoire du MPLA sur l'UNITA, mais cette dernière refusa de s'incliner et relança la guerre à une grande échelle. La reprise des combats a porté un coup fatal au commerce et à l'agriculture, a affaibli encore la base industrielle et déversé sur les routes des centaines de milliers de nouveaux réfugiés.

Malgré la guerre, l'ONU et les puissances occidentales ont tout fait pour aboutir à un nouveau compromis. C'est l'Accord de paix de Lusaka qui prévoyait : la réaffirmation par l'UNITA

et le gouvernement de la pertinence des instruments légaux ; le parachèvement du processus démocratique de 1992 ; le cantonnement des troupes de l'UNITA en vue de leur désarmement, leur démobilisation et leur intégration à l'armée nationale, la libération des prisonniers ; la participation adéquate par les membres de l'UNITA à tous les niveaux des institutions politiques, administratives et aux activités économiques ; le partage du pouvoir ; la garantie par le gouvernement angolais de la sécurité des leaders de l'UNITA, de leurs familles.

Le livre de Dias contient deux petites faiblesses. La première est de ne pas insister davantage sur la politique des Nations Unies qui, au-delà des déclarations de principes sur la paix et la réconciliation, semble confuse. L'organisation internationale joue le rôle déterminant depuis les élections ; elle a imposé une commission conjointe entre l'UNITA et le gouvernement et, sous la pression américaine, elle a contraint le gouvernement de Luanda à tenir la bride à sa propre armée. Mais, surtout, en acceptant que l'UNITA ne se plie pas aux résultats électoraux de 1992, les Nations Unies ont endossé une lourde responsabilité. Elles ont ainsi contribué à la tragédie que vit l'Angola depuis son accession à l'indépendance et depuis que les forces conjointes de l'Afrique du Sud et des États-Unis tentèrent d'empêcher que ce pays ne devienne un exemple dans l'Afrique post-coloniale.

La deuxième faiblesse est d'avoir omis de souligner le rôle que joue le général Matos dans la recherche d'une solution concrète pour assurer le maintien de la paix et faire de l'armée un facteur de stabilité et non de dé-

sordre. En fait, le général Matos a proposé aux chefs militaires de l'UNITA, en passant par-dessus la tête des politiciens et des Nations Unies, un plan détaillé qui garantit un avenir pour chacun de leurs hommes dans le cadre d'une démobilisation conjointe après la constitution d'une quatrième branche de l'armée, un corps affecté à la reconstruction des infrastructures rurales. Ce corps comptera 50 000 membres de FAA et 20 000 à 30 000 de l'UNITA, chacun d'entre eux recevant une formation, un salaire et la possibilité, de construire une maison pour sa famille avant d'être démobilisé dans un délai de deux ans.

Mais au-delà de ces petites faiblesses « normales », le livre de Dias constitue un excellent document d'actualité pour comprendre les événements politiques et la violence militaire qui se sont produits en Angola. Son livre est promis à un bel avenir lorsque les chercheurs analyseront les péripéties qui ont conduit à la signature de ces deux accords de paix.

Bandeja YAMBA

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

L'évolution de l'Afrique australe depuis l'indépendance de la Namibie.

*OBSERVATOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'HÉMISPHERE SUD. Grenoble,
Centre d'études de défense et de
sécurité internationale, 1995, 144p.*

Le premier cahier de l'Observatoire des Relations Internationales dans l'Hémisphère Sud est le compte rendu d'un séminaire international tenu les 13 et 14 septembre 1993 à l'Université Pierre Mendès-France de

Grenoble. Il regroupe onze communications, quatre en anglais et sept en français.

Dans une brève introduction, John Barratt a examiné les grandes étapes de l'évolution des relations entre l'Afrique du Sud et la communauté internationale. Le renvoi de l'Afrique du Sud de l'UNESCO en 1955 a été retenu comme le point marquant du début de son isolement diplomatique progressif jusqu'en 1986, année où Prétoria ne participait plus aux travaux des organisations internationales en plus de subir des sanctions économiques et politiques de la communauté internationale. Quant au processus de normalisation de ses relations internationales, il a été enclenché par un ensemble de faits et de décisions entre 1985 et 1990 : les négociations sur la fin du conflit en Namibie et en Angola avec le soutien de Moscou et de Washington, le départ de P.W. Botha et l'élection de F.W. de Klerk comme chef du Parti National et Président de la République de l'Afrique du Sud. Les changements annoncés par de Klerk le 2 février 1990, notamment le processus de transition politique vers un pouvoir démocratique et pluriracial, ont été des étapes importantes vers la normalisation des relations diplomatiques de Prétoria.

Robert Bruce et Robin Ghosh ont analysé les caractéristiques des relations entre l'Afrique du Sud et l'Australie et Daniel Colard a examiné les rapports entre Prétoria et Paris. Dans le premier cas, les auteurs ont montré les fondements et les orientations des rapports bilatéraux entre les deux pays et les similitudes entre leurs structures économiques (p. 35). Quant